



Fighting Internet Shutdowns around the World

Le 15 Octobre, 2020

#KeepItOn: Lettre ouverte pour garder l'internet libre et sécurisé pendant les élections dans la République de Guinée

Re: L'accès à Internet garantira une participation et une transparence accrues aux élections présidentielles en Guinée

Votre Excellence Alpha Condé, Président de la République de Guinée

CC:

M. Said Oumar Koulibaly, Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique;

M. Mohamed Diané, Ministre de la Défense nationale;

M. Mory Doumboya, Minister of Justice;

M. Yagouba Cissé, Directeur-Général d'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPT);

M. Atigou Chérif, Directeur-Général de Guinéenne de large bande (Guilab);

Nous, les organisations soussignées et les membres de la coalition #KeepItOn - un réseau mondial qui réunit plus de 220 organisations de 99 pays travaillant pour mettre fin aux coupures d'internet¹ - **vous appelons de toute urgence, Président Alpha Condé, pour garantir un stable et ouvert accès à l'internet et à toute autre plateformes de communication numérique avant, pendant et au-delà les élections présidentielles en République de Guinée, prévues le 18 octobre 2020.**

Internet joue un rôle crucial en permettant aux gens d'accéder aux informations et de rester informés sur le processus électoral. L'accès à Internet et aux plateformes de réseaux sociaux offre aux Guinéens la possibilité de participer activement au processus de vote, de s'engager dans un discours public et de responsabiliser leurs dirigeants élus, qui sont tous des principes importants de toute société démocratique.

¹ An internet shutdown is defined as an intentional disruption of internet or electronic communications, rendering them inaccessible or effectively unusable, for a specific population or within a location, often to exert control over the flow of information. See more at: <https://accessnow.org/keepiton>.

#KeepItOn

Fighting Internet Shutdowns around the World

La coalition #KeepItOn [a enregistré](#) des incidents de perturbations du réseau les 21 et 22 mars 2020 en Guinée lors du référendum sur les réformes constitutionnelles. Fait inquiétant, ces perturbations sont survenues après que Guinéenne de Large Bande (GUILAB), l'opérateur de l'infrastructure de télécommunications, avait assuré au peuple guinéen que des travaux de maintenance prévus autour du référendum qui pouvaient affecter la qualité d'accès à internet [avaient été reportés](#).

Il est nécessaire de faire preuve de transparence et de responsabilité lors de cet important événement national, et l'accès des citoyens à internet et aux plateformes de réseaux sociaux peut contribuer de manière significative à atteindre cet objectif. Il y a eu des rapports récents de [violences](#) liées aux élections et des récits inquiétants de personnes [décédées](#) à la suite d'un usage excessif de la force par les agents de sécurité lors de manifestations en Guinée avec impunité. Ces développements sont particulièrement préoccupants tout au long de la préparation des élections dans votre pays.

Les coupures d'internet portent atteinte aux droits humains, perturbent les services d'urgence et paralysent les économies

Monsieur le président, les recherches montrent que les coupures d'Internet et la violence vont de pair. [2] Couper internet pendant [une pandémie mortelle](#) est dangereux pour le peuple. Les coupures d'internet violent les droits humains fondamentaux tels que la liberté d'expression et d'opinion, l'accès à l'information, la liberté de la presse et la liberté de réunion. En perturbant la libre circulation de l'information, les perturbations du réseau exacerbent les tensions existantes dans la société et augmentent la probabilité de manifestations, ainsi que la dissimulation de violences potentielles et de violations des droits humains perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques. Sans accès aux outils de communication, [les journalistes et les médias sont incapables de rendre compte](#) du processus électoral et des résultats.

Accès à internet libre et ouvert a favorisé une créativité et une innovation sans précédent, fourni un accès à l'information et à d'autres types d'opportunités sociales, économiques, culturelles et politiques à travers le monde. Nous avons seulement vu cela souligne tout au

² Anita R. Gohdes, 'Pulling the Plug: Network Disruptions and Violence in the Syrian Conflict' (Journal of Peace Research: 31 January 2014) <https://www.jstor.org/stable/24557405?seq=1> <http://www.anitagohdes.net/uploads/2/7/2/3/27235401/gohdes_synetworkaug14.pdf> accessed 24 March 2017.



Fighting Internet Shutdowns around the World

long de la pandémie de COVID-19. Les moyens techniques utilisés pour bloquer l'accès aux informations en ligne sape souvent dangereusement la stabilité et la résilience d'Internet. Les perturbations du réseau déstabilisent également le pouvoir d'Internet de soutenir les moyens de subsistance des petites entreprises et de stimuler le développement économique.³

Bien que les gouvernements tentent de justifier les perturbations du réseau pour diverses raisons, en réalité, les coupures d'Internet empêchent les gens d'accéder à des informations vitales et aux services d'urgence, plongeant des communautés entières dans la peur et la confusion.

Les blocages d'internet sont en contravention avec lois nationales et internationales

Les blocages d'internet violent les dispositions de la Constitution de la République de Guinée, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), que la Guinée a ratifié.

Le Comité des Droits de l'Homme de L'ONU, l'interpréteur officiel du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, souligne dans son Commentaire Général no. 34 que les restrictions sur le discours en ligne doivent être nécessaires et proportionnelles en achevant un objectif légitime [4]. Les blocages, en contraste, affectent disproportionnellement tous les utilisateurs, et restreignent inutilement l'accès à toute information et aux communications avec les services d'urgence pendant des moments cruciaux. Les blocages ne sont ni nécessaires, ni effectifs, ni ne poursuivent de but légitime, parce qu'ils empêchent la libre circulation d'information, contribuent à la confusion et au désordre, et obstruent la sécurité publique.

En tant que coalition qui croit que l'Internet est un catalyseur de tous les autres droits humains, nous vous appelons à prendre les mesures nécessaires pour garantir que les fournisseurs de services Internet et les acteurs concernés garantissent un Internet ouvert, accessible et sécurisé dans toute la Guinée tout au long des élections et au-delà.

³ Darrell West, (Brookings Institution, October 2016) "Internet shutdowns cost countries \$2.4 billion last year" <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/10/intenet-shutdowns-v-3.pdf>

⁴ UN Human Rights Committee (UN, July 2011) "General Comment No. 34" <http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/docs/GC34.pdf>

#KeepItOn

Fighting Internet Shutdowns around the World

Nous vous demandons respectueusement d'utiliser les postes importants de vos bureaux pour:

- Veiller à ce qu'Internet, y compris les réseaux sociaux et autres plateformes de communication numérique, reste ouvert, accessible et sécurisé dans toute la République de Guinée tout au long des élections;
- Assurer publiquement au peuple de la République de Guinée que l'Internet et toutes les plateformes de médias sociaux seront activés et informer le public de toute perturbation;
- Ordonner aux différents FAI opérant dans le pays de fournir un Internet de qualité, sécurisé, gratuit et ouvert tout au long des élections et informer les internautes de toute perturbation et travailler 24 heures sur 24 pour corriger les perturbations identifiées susceptibles d'avoir un impact sur la qualité de service qu'ils reçoivent

Nous sommes heureux de vous aider dans chacune de ces questions.

Cordialement,

Access Now

ADISI-Cameroun

Advocacy Initiative for Development (AID)

African Freedom of Expression Exchange (AFEX)

Africa Freedom of Information Centre

Africa Open Data and Internet Research Foundation

AfricTivistes

Association des Blogueurs de Guinée (ABLOGUI)

Bareedo Platform Somalia

Bloggers of Zambia

Business & Human Rights Resource Centre

Campaign for Human Rights and Development International (CHRDI)

Center for Media Studies and Peacebuilding (CEMESP)

Centre for Multilateral Affairs (CfMA)

Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA)

Committee to Protect Journalists (CPJ)

DefendDefenders

Free Expression Myanmar (FEM)

Gambia Press Union (GPU)

#KeepItOn

Fighting Internet Shutdowns around the World

International Press Centre (IPC) Lagos-Nigeria
Internet Freedom Foundation (IFF)
Internet Protection Society (Russia)
Kenya ICT Action Network (KICTAnet)
Liberia Information Technology Student Union
Media Foundation for West Africa (MFWA)
Media Institute of Southern Africa (MISA)
Organization of the Justice Campaign
OpenNet Africa
Open Net Korea
Paradigm Initiative
PEN America
Rudi International
Southeast Asia Freedom of Expression Network (SAFEnet)
Ubunteam
Unwanted Witness
YODET